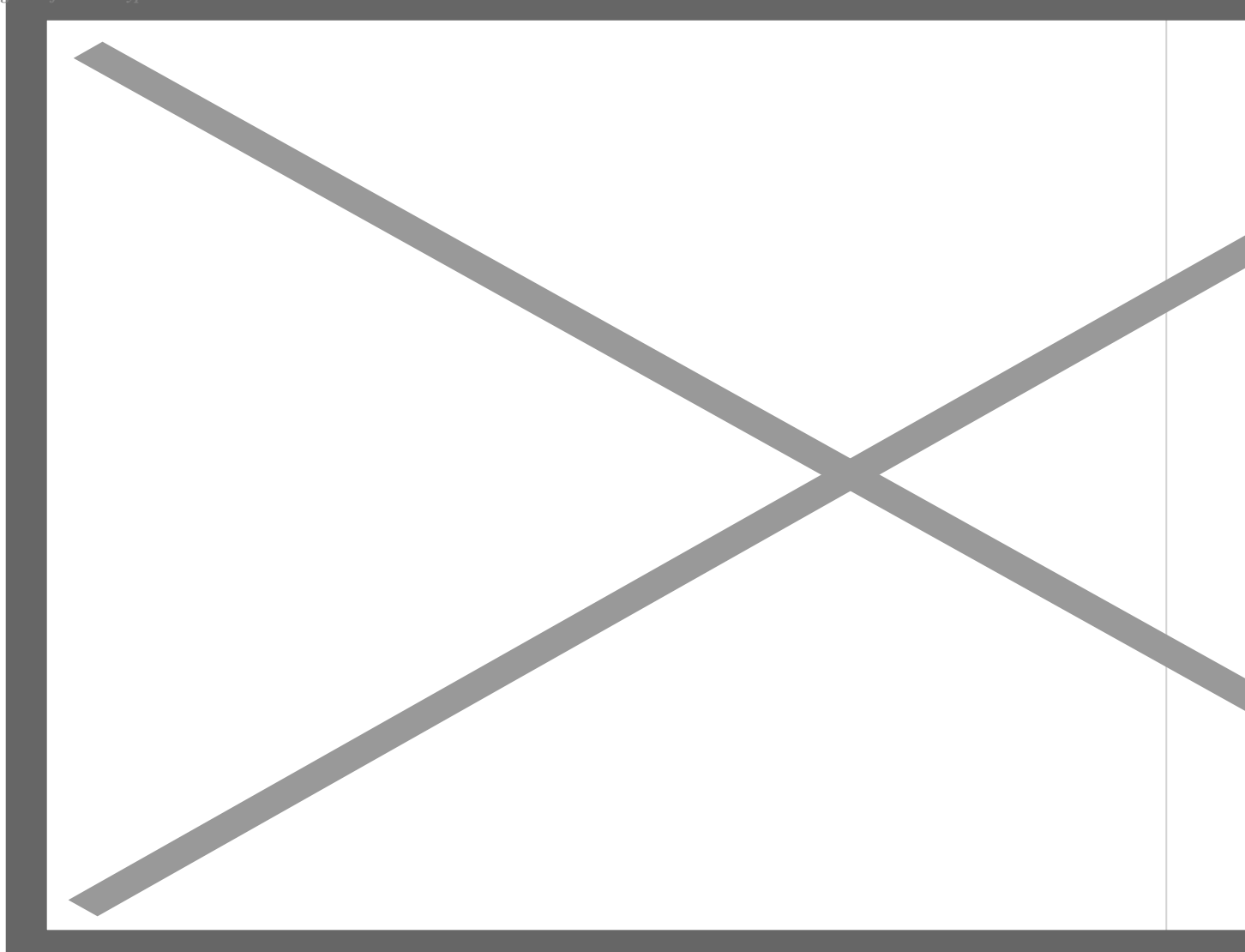


Des partis politiques du Chili signent un accord pour l'installation d'un Conseil constitutionnel

Image not found or type unknown



Des partis politiques du Chili signent un accord pour l'installation d'un Conseil constitutionnel

La Havane, 13 déc. (RHC)- La plupart des partis politiques représentés au Congrès national ont signé et publié lundi l'"Accord pour le Chili" visant à créer un Conseil constitutionnel, chargé de rédiger la nouvelle constitution.

Seuls le Parti républicain, dont la position est d'extrême droite, et le Parti populaire, dirigé par l'ancien candidat présidentiel controversé Franco Parisi, qui vit hors du Chili en raison d'un procès en cours pour une pension alimentaire, ont refusé de signer le document.

Le nouvel organe sera composé de 50 membres élus au scrutin général et obligatoire, plus un nombre non encore défini de sièges réservés aux peuples autochtones.

En outre, il y aura un groupe de 24 experts nommés par le Congrès, 12 à la Chambre des députés et 12 au Sénat, qui seront chargés de rédiger une première proposition et accompagneront les conseillers tout au long du processus de discussion.

Tant les experts que les membres du Conseil doivent maintenir leurs travaux dans les limites des 12 points contenus dans l'accord, parmi lesquels le fait que le Chili est une république démocratique, dont la souveraineté appartient au peuple.

Elle comprend également la reconnaissance des peuples autochtones comme faisant partie de la nation, qui est unique et indivisible et dont les emblèmes sont le drapeau, les armoiries et l'hymne national.

Selon le calendrier proposé dans l'accord, le comité d'experts commencera ses travaux en janvier et en avril aura lieu l'élection des membres du Conseil, qui entreront en fonction le 21 mai.

Le résultat final, c'est-à-dire le texte de la nouvelle loi fondamentale, doit être achevé pour le 21 octobre 2023, et le dernier dimanche de novembre ou, au plus tard, le 1er décembre, le référendum de ratification sera organisé par vote universel et obligatoire.

De cette manière, comme l'a expliqué le président du Sénat, Alvaro Elizalde, le Chili commencera l'année 2024 avec une constitution écrite en démocratie qui remplacera celle de 1980 imposée par la dictature de Pinochet.

Source: Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/307824-des-partis-politiques-du-chili-signent-un-accord-pour-linstallation-dun-conseil-constitutionnel>



Radio Habana Cuba